

Le syndicat Jeunes Agriculteurs met en scène le meurtre d'un agent de l'Office français de la biodiversité dans une vidéo « humoristique »

Présentée lors d'une assemblée générale dans la Manche, puis mise en ligne le 21 mars quelques heures avant son retrait, une vidéo du syndicat agricole majoritaire mettait en scène le meurtre d'un agent de la police de l'environnement. Selon nos informations, la justice a été saisie.

La rédaction du Poulpe

24 mars 2025 à 17h58

Un court métrage qui en dit long. C'est ainsi que Sylvain Michel, secrétaire national adjoint de la CGT environnement et représentant du personnel de l'Office français de la biodiversité (OFB) dans le Finistère, analyse le clip « *humoristique* » du syndicat agricole des Jeunes Agriculteurs de la Manche.

« Cette vidéo est très révélatrice de l'incompréhension d'une partie des agriculteurs du rôle et des missions de l'OFB, commente-t-il. La fin est profondément dérangement car elle cautionne une forme de violence que nous subissons depuis plus d'un an. Banaliser ou ironiser sur la violence envers un agent de l'État, c'est assez irresponsable. »

Entre blague de mauvais goût et nanard provocateur, c'est peu dire que le traditionnel « film humoristique » en introduction de l'assemblée générale du syndicat allié de la FNSEA a connu un succès éphémère.

Diffusé en public le 14 mars au lycée agricole de Saint-Lô-Thère avant une table ronde sur « *la relation entre les générations* » (*sic*), le clip « *réalisé par des professionnels* », selon le syndicat, met en scène un agriculteur réprimandé par un agent de « *l'OCB* » - « *office du complot de la biodiversité* » – pour le curage de son cours d'eau en 1950 puis lors de la même scène en 2024. « *Jules l'Agridealer* » se fait alors verbaliser par un agent de l'OCB (encore) puis l'assassine à coups de pelle et l'enterre, après l'avoir traité d'écolo (*regarder la vidéo [ici](#)*).



Une capture d'écran de la vidéo. © Capture d'écran Le Poulpe

Selon nos informations, le parquet de Cherbourg (Manche) s'est saisi de l'affaire. Contacté, le procureur de la République de Cherbourg n'a pas souhaité le confirmer ni communiquer sur les qualifications pénales retenues. *« Ce qui pose problème avec la vidéo n'est pas sa diffusion lors de l'assemblée générale du syndicat, mais celle sur YouTube »*, précise-t-il néanmoins, évoquant *« la mise en scène d'un meurtre »*.

« Des éléments ont été transmis au parquet vendredi dernier. Leur examen déterminera s'il convient de procéder à l'ouverture d'une enquête des chefs d'outrage et actes d'intimidation », détaille le magistrat.

L'OFB, cible de nombreuses attaques

Dans la vidéo, les nombreuses (et lourdingues) références aux stupéfiants font écho à la parole d'un membre du Syndicat national des personnels de l'environnement-Force ouvrière (Snape-FO) de l'OFB en janvier 2025 sur France Inter, qui avait expliqué que le souhait des agriculteurs de ne plus voir les agents de l'OFB dans leurs exploitations était *« du même ordre que si les dealers demandaient aux policiers de ne plus venir dans les cités »*.

Au-delà des jeux de mots autour de « stupéfiants », c'est le fond du clip qui a dû pousser le syndicat à le retirer de sa chaîne YouTube le 20 mars 2025, quelques heures seulement après sa mise en ligne.

Diffusé en présence du préfet de la Manche Xavier Brunetière ou encore de Stéphane Travert, député Ensemble et ex-ministre de l'agriculture, le clip était pourtant *« attendu »* par l'assistance, [selon les mots de Pascal Ferey](#), président de la FDSEA de la Manche, de la FRSEA de Basse-Normandie et de la chambre d'agriculture de la Manche.

Parmi les agent·es de la police de l'environnement, le clip n'a évidemment pas fait rire. « *Une stèle située dans le centre de formation de l'OFB dans le Loiret recense les quatre-vingt-cinq agents morts en service, dont une quinzaine tués par balle, tient à rappeler Sylvain Michel. Il y a aussi eu des cas d'agents séquestrés par des agriculteurs, qui ont reçu des coups, plus toutes les dégradations de nos locaux ainsi que de nos véhicules.* »

Difficile en effet de ne pas penser au contexte actuel, [entre le meurtre d'un syndicaliste agricole de la Confédération paysanne en Corse le 17 mars](#) et l'appel lancé le 21 janvier par Christian Convers, le secrétaire général de la Coordination rurale, syndicat d'extrême droite, à brûler « *une voiture de l'OFB qui entre dans une exploitation* »...

« Liberté d'expression »

Dans la Manche et plus généralement en Normandie, la situation est pourtant plus apaisée que dans le reste du pays, [comme l'avait confirmé](#) récemment Guillaume Binet, chef de service départemental de la Manche pour l'OFB. Contacté pour commenter la vidéo, l'office n'a cette fois pas souhaité s'exprimer.

Le syndicat des Jeunes Agriculteurs de la Manche s'était tout de même fait remarquer ces dernières semaines au cours d'actions où il s'est notamment attaqué à la permanence de la députée socialiste Anna Pic le 11 décembre à Cherbourg, à la suite de son vote de censure du gouvernement Barnier.

Les agriculteurs ont aujourd'hui les moyens techniques de faire beaucoup plus de dégâts à l'écosystème qu'il y a soixante-dix ans et nous devrions davantage les contrôler.

Sylvain, CGT environnement

Depuis le retrait de la vidéo de Facebook, le syndicat s'est exprimé sur ce même réseau en rejetant l'idée que le clip ait pu constituer un appel à la violence, tout en prônant « *la liberté d'expression* ». Des excuses à demi-mot qui n'ont visiblement pas convaincu le parquet de Cherbourg, qui s'est saisi de l'affaire.

« *Si le début de cette vidéo prête à sourire, sa conclusion est vraiment scandaleuse et heureusement qu'elle a été retirée rapidement* », appuie Sylvain Michel, secrétaire national adjoint de la CGT environnement.

Sur le fond du message véhiculé par le clip, qui met en scène deux époques différentes, il développe : « *Bien sûr, la réglementation a évolué dans ce laps de temps, mais cela donne l'impression qu'ils voudraient que rien ne change. Comme le montre la vidéo, le matériel des agriculteurs a aussi évolué. Les agriculteurs ont aujourd'hui les moyens techniques de faire beaucoup plus de dégâts à l'écosystème qu'il y a soixante-dix ans et nous devrions davantage les contrôler.* »

À lire aussi

[À Poitiers, l'immense désarroi de la police de l'environnement](#)

15 février 2025

Sollicité, le syndicat des Jeunes Agriculteurs de la Manche n'est pas revenu vers nous avant la mise en ligne de cet article. Idem concernant la préfecture de la Manche, interrogée notamment pour savoir si elle avait signalé les faits au procureur de la République en vertu de l'article 40 du Code de procédure pénale.

De son côté, le député Stéphane Travert parle « *d'un passage inopportun et inapproprié* ». Il salue le fait que la vidéo ait été « *retirée* » tout en rappelant « *son soutien aux agents de l'État et de l'OFB qui exercent une mission difficile et exigeante* ».

La rédaction du Poulpe